COMMENTAIRE DE TEXTE PHILOSOPHIQUE ÉPREUVE À OPTION : ÉCRIT

François Calori – Charlotte Murgier

Coefficient de l'épreuve : 3

Durée de l'épreuve : 4 heures

218 candidats ou candidates ont composé cette année pour l'épreuve écrite de commentaire d'un texte philosophique, soit une augmentation sensible d'un peu plus de 10% du nombre de candidats par rapport à l'année dernière. Le programme proposé cette année demandait de travailler sur l'*Enquête sur l'entendement humain* de Hume et sur les *Principes de la Philosophie du droit* de Hegel. C'est un extrait de cette dernière œuvre, correspondant aux paragraphes 260 et 261, qui a été proposé pour l'épreuve. Sauf erreur de notre part, cela faisait 32 ans qu'une œuvre de Hegel n'avait pas été inscrite au programme. C'est donc avec curiosité et une légère appréhension que nous avons abordé la correction de ce commentaire d'un texte tiré d'une œuvre réputée difficile et pouvant opposer de réels obstacles aux jeunes étudiants et étudiantes des classes préparatoires. Les résultats finaux attestent que le pari a été gagné : loin d'avoir été désarçonnés ou découragés par cette œuvre, les khâgneux et khâgneuses semblent s'être pris au jeu spéculatif et ont globalement proposé des commentaires de bonne tenue, attestant non seulement de leur maîtrise méthodologique de l'exercice, de leur finesse herméneutique et de leurs qualités argumentatives, mais aussi d'une réelle appropriation de l'œuvre et de la conceptualité hégélienne. Ces résultats satisfaisants démontrent, cette année encore, l'intensité du travail personnel fourni par les étudiants, mais aussi la qualité de leur formation en classes préparatoires et de la préparation qu'ils ont reçue tout au long de l'année. Les notes sont en effet comprises entre 04 et 20, avec une moyenne de 10,95 (en notable progression par rapport à l'année dernière), et une proportion de notes supérieures ou égales à 14 s'établissant à 19,72 % (en augmentation de plus de deux points par rapport à l'année dernière). Il n'y a eu aucune copie blanche, ni de copies entièrement démissionnaires par rapport à l'épreuve, et peu de copies inachevées. Ces résultats satisfaisants ont conduit à une très sensible progression du nombre de candidates et candidats optionnaires de philosophie finalement admissibles, ce dont le jury de l'épreuve se réjouit.

Le choix du sujet proposé ne pouvait prendre au dépourvu les candidats ayant travaillé sérieusement durant l'année. Composé des § 260 et 261 (sans la remarque associée à ce dernier), le texte occupait une place centrale dans l'œuvre : étant donné la difficulté de l'ouvrage, nous avons voulu éviter tout développement trop spécifique ou marginal, pour conduire les étudiants et étudiantes à travailler un texte sur lequel tout le monde pouvait dire quelque chose, quel que soit son degré d'approfondissement du détail de l'ouvrage. Pour cela, nous nous sommes situés à l'orée de l'étude de l'État, ultime figure de l'éthicité, qui va dessiner l'accomplissement du droit conçu comme esprit objectif et se dévoiler comme « effectivité de la liberté concrète ». Le texte imposait la nécessité de saisir la spécificité de ce moment proprement politique de l'État par rapport aux figures du droit qui précédaient, en explicitant cette liberté concrète comme réconciliation enfin réalisée de l'intérêt universel et de l'intérêt particulier. Il imposait en même temps de penser l'articulation de ce dernier moment non seulement avec les autres figures de l'éthicité (famille, société civile), mais avec l'ensemble des moments précédents du droit et obligeait ainsi candidats et

candidates à démontrer leur maîtrise de la structure entière de l'ouvrage et leur degré de familiarité avec le processus dialectique.

Avant d'entrer dans le détail des analyses et des éventuelles maladroites commises par les candidates et candidats dans leurs commentaires, il nous faut livrer, comme chaque année, un certain nombre de recommandations générales.

Nous invitons solennellement les candidats et candidates qui ne sont pas familiers avec l'allemand à éviter de recourir inconsidérément à des termes qu'ils ne maîtrisent pas. C'est une remarque générale, que nous avons déjà faite l'année dernière à propos du grec : il est absolument contre-productif de vouloir s'appuyer sur une langue dont on semble tout ignorer ou presque. Le recours aux termes en langue étrangère doit être parcimonieux et toujours justifié par une difficulté ou une ambiguïté de traduction. Il ne peut non plus valoir à lui seul comme élucidation du terme, comme trop souvent semblent le penser certains candidats, qui se contentent de ce rappel approximatif du terme original en guise d'explicitation du concept. Il doit surtout être toujours assuré : le recours à des termes allemands s'est trop souvent soldé par des mentions fautives, mal orthographiées, oubliant la majuscule qui s'impose en allemand aux substantifs, méconnaissant le genre des termes et occasionnant surtout de redoutables confusions (*Sittlichkeit* et *Wirklichkeit* parfois confondues et martyrisées orthographiquement, *Staatsbürger* et *Stadtbürger*, etc.). Les candidats doivent être persuadés que loin de donner précision, profondeur, élégance et distinction à leur propos, de telles bévues leur sont préjudiciables, même si cela ne veut évidemment pas dire qu'il faille s'abstenir de toute mention de termes en langue originale, quand celle-ci est maîtrisée et quand elle apporte quelque chose au commentaire.

Nous nous étions réjouis l'année dernière de corriger des copies plus courtes et plus denses et de ne presque plus trouver de ces copies fleuves de 20 pages ou plus, où la frénésie d'écriture du candidat se paye très souvent d'un grand relâchement dans la structuration du propos, et l'expose aux risques du hors-sujet, de la répétition ou du délayage inconsidéré. Ce mouvement s'est confirmé cette année et nous en remercions les candidats et candidates.

Insistons également sur la nécessité du rétablissement de l'art parfois perdu du paragraphe. Trop de parties de certains commentaires se présentent comme des développements monolithiques et suffocants, écrits d'une traite, sans articulation en paragraphes, sans alinéa, sans moment de respiration, sans mise en valeur de chaque moment de la structure de l'argumentation et dans une forme d'indifférence déroutante au confort de lecture de ceux qui sont chargés de l'évaluation. Sur ce dernier point, il nous faut également rappeler la nécessité d'un effort pour rendre son écriture lisible, afin de ne pas obliger le jury à un pénible travail de déchiffrage qui tourne trop souvent au calvaire.

L'orthographe constitue toujours un problème important, qui touche inégalement les copies, mais ne laisse pas indemnes même certaines des meilleures. Il prend parfois des proportions stupéfiantes pour des copies d'élèves en classes préparatoires littéraires, dont les fautes majeures peuvent affecter le sens même de ce qui est dit. Ces fautes peuvent toucher des termes essentiels du vocabulaire philosophique et de la conceptualité hégélienne la plus fondamentale que ces élèves sont censés avoir travaillé toute l'année, et parfois même des expressions qui appartiennent au texte que les candidats ont sous les yeux. Il est un peu douloureux de voir des apprentis philosophes peiner à orthographier correctement « rationnel » et « rationalité »...

Comme chaque année, nous rappelons aux candidats et candidates la nécessité d'adopter un langage simple, clair et précis, permettant un véritable travail d'explicitation pédagogique du

texte proposé. Il s'agit bien de faire une *explication* de texte, et non pas de plonger son lecteur dans la plus grande perplexité face à un commentaire qui, adoptant une fausse technicité philosophique jargonante, semble confondre profondeur et opacité, sans souci de lisibilité, de clarification et d'illustration du propos. Les candidats et candidates doivent se mettre modestement au service du texte, pour en expliciter toutes les potentialités, et non pas laisser libre cours à une fausse virtuosité spéculative qui ne résiste pas à l'analyse. La pensée de Hegel pouvait malheureusement représenter une tentation pour ce type de travers, dans des copies dont l'abus kaléidoscopique de termes spécifiques de la conceptualité hégélienne ne démontrait finalement que leur impuissance à véritablement la maîtriser.

Rappelons aussi aux candidats et candidates la nécessité de bien prendre pour objet le texte qui leur est proposé. Il ne s'agit pas de se lancer dans une reconstruction de la pensée hégélienne s'affranchissant progressivement de toute référence aux formulations propres du texte et tournant à la récitation de cours. L'explication juste est celle qui, partant de ces formulations et y revenant sans cesse, parvient à en rendre compte à partir des connaissances acquises tout au long de l'année, en évitant aussi bien le risque de la simple paraphrase que celui d'une mobilisation hors de propos d'un savoir qui n'éclaire en rien le texte et vire au hors-sujet. Les candidates et candidats doivent également se garder des effets de proximité que le texte offert à leur analyse peut avoir avec des textes étudiés durant leur préparation et qui les conduiraient à négliger des éléments spécifiques et cruciaux. Le jury a pu ainsi avoir l'impression qu'un nombre non négligeable de candidats s'attachaient à restituer un commentaire du paragraphe 258, manifestement étudié en profondeur pendant leur préparation, au détriment d'une lecture directe des paragraphes 260 et 261, ce qui les rendait aveugles à des points essentiels.

Le jury ne prétend imposer aucune conception rigide et trop normative de l'introduction : nous sommes ouverts à de multiples options et perspectives, pour autant que la thèse et le plan du texte soient clairement formulés, que soit esquissée la perspective problématique dans laquelle il sera étudié et que ses enjeux philosophiques soient reconnus. Mais nous tenons néanmoins à mettre en garde contre des introductions démesurées, qui manquent de tension et de dynamisme, et commencent de fait à développer, au détriment de ce qui va suivre. Il faut éviter une introduction de 5 pages, excédant largement chacune des parties du développement qui va suivre, surtout quand elle déploie trop longuement une sorte de plat résumé des épisodes précédents, sur un mode très narratif et descriptif, au détriment de toute perspective problématique et de toute présentation précise de l'extrait proposé. De telles introductions peuvent avoir des effets préjudiciables pour le développement lui-même : certains candidats ayant, par exemple, déjà abordé de façon relativement extensive dans leur introduction les moments de la famille et de la société civile, sur des points qui seront directement mis en jeu dans le texte, peuvent s'estimer en droit de ne plus avoir à expliciter la contribution de chacun de ces deux moments à la reconnaissance de la singularité de la personne et de ses intérêts particuliers, comme pourtant le début du texte y invite. Le fait de n'aborder ces questions qu'en introduction interdira de leur donner ensuite le traitement plus fouillé et approfondi qu'elles méritent. D'autres candidats se sentiront au contraire obligés de répéter presque au mot près ce qui a déjà dit en introduction, ce qui n'est évidemment pas non plus satisfaisant.

Attention également à un recours non élucidé à des grandes caractérisations générales en « -isme », qui semblent parfois régler les questions avant de les avoir véritablement posées. Nourries de la lecture de certains des meilleurs commentaires, certaines copies ont eu recours à la notion d'institutionnalisme pour rendre compte de la position de Hegel. Mais qu'il soit fort ou faible (la discussion pouvant porter sur ce point), la simple mention du terme ne peut suffire, si elle n'est pas accompagnée de son explicitation et de la justification de cette caractérisation.

Venons-en maintenant à l'examen du détail du texte lui-même et de quelques éléments qui ont pu être manqués, mal cernés ou traités trop superficiellement par les commentaires.

A la lecture des copies, deux tendances se sont rapidement dessinées, illustrant deux défauts symétriques dans l'approche du commentaire. D'un côté, nous avons des copies qui paraissaient relativement à l'aise avec la conceptualité hégélienne, s'efforçaient de rendre compte de l'articulation des différents moments du mouvement dialectique, parvenant parfois, pour les meilleures d'entre elles, à remonter jusqu'à certaines analyses fondatrices de la *Science de la logique*, mais qui s'enfermaient peu à peu dans une forme de redite extrêmement abstraite, mécanique et désincarnée du texte, sans parvenir à véritablement l'explicitier, à en dégager les enjeux philosophiques et à illustrer ce qui se jouait concrètement dans ces lignes. De l'autre, nous étions confrontés à des copies plus soucieuses d'un vrai travail d'explicitation et d'illustration du propos, travaillant à montrer comment s'incarnait concrètement dans l'effectivité ce mouvement dialectique, s'efforçant parfois de le rapporter plus ou moins habilement à d'autres compréhensions de l'État et du politique, mais qui peinaient à le ressaisir pour lui-même, qui glissaient beaucoup trop rapidement sur les expressions techniques du texte et manifestaient souvent une maîtrise trop approximative et flottante de cette conceptualité hégélienne. Les meilleures copies sont bien sûr celles qui ont démontré une parfaite rigueur dans l'élucidation et l'usage de cette conceptualité, une impressionnante maîtrise de la dialectique, une connaissance de l'œuvre qui force le respect, mais sans jamais s'y perdre, en ayant toujours le souci de son explicitation, de son illustration, de son incarnation dans l'effectivité du cours du monde et des institutions. Disons-le tout de suite : il nous a été donné de lire des copies véritablement exceptionnelles, articulant presque à la perfection ces deux exigences, témoignant d'un prodigieux travail d'appropriation de l'œuvre au programme, mais aussi du système hégélien dans sa portée encyclopédique, et démontrant, à l'occasion de ces textes si difficiles, de qualités herméneutiques et argumentatives vraiment remarquables, ainsi que d'un réel talent pédagogique. Au-delà de ces copies exceptionnelles, nombre de travaux se sont montrés très largement à la hauteur de l'exercice et des exigences du concours, parvenant à livrer une analyse globalement solide, claire et rigoureuse, informée et méthodique, même si elles pouvaient être en retrait sur tel ou tel aspect du texte.

Concernant le plan du texte, nous avons également été ouverts à diverses propositions des candidats. Si la structuration en paragraphes imposait déjà la reconnaissance de deux parties fondamentales, certains se sont contentés de cette seule division. C'était possible, mais cela entraînait presque toujours un grand déséquilibre entre les deux parties, en raison de la richesse du § 260 (mais qui, du fait de ce découpage un peu large, se trouvait souvent en partie inexploitée) et des difficultés rencontrées par les candidats à approfondir le commentaire du § 261. Plus convaincantes étaient les présentations qui reconnaissaient deux parties dans le § 260. Ici encore les propositions ont été diverses. Certains ont coupé ce paragraphe à la ligne 6, isolant une première explicitation de la liberté concrète incarnée par l'État, puis les conséquences (« de la sorte... ») qu'on pouvait en tirer quant à l'articulation entre l'universel et l'intérêt particulier et la reconnaissance du droit à la subjectivité dans la modernité. D'autres ont choisi de lire d'une traite le texte jusqu'au point de la ligne 9, pour isoler la dernière phrase du § 260 et consacrer ainsi un développement plus substantiel à l'élucidation du principe de la modernité politique. Les deux propositions étaient recevables et ont donné de très bons devoirs dans les deux cas. La seconde avait le mérite de contraindre les commentaires à ne pas escamoter cette dimension historique essentielle, ce qui a été malheureusement souvent le cas lorsque les candidats ont adopté l'autre découpage. Certaines copies ont même entièrement passé sous silence cette mention des États modernes, comme si elle n'ajoutait pas une dimension essentielle à la réflexion, ou se sont contentées d'une référence expéditive aux États contemporains de l'écriture de l'ouvrage. L'absence de commentaire approfondi de cette référence à la spécificité des États modernes a été un des défauts les plus courants de cette session. Les meilleures copies sur ce point ont reconnu que le

tournant essentiel de la modernité consistait bien en la reconnaissance du droit infini de la subjectivité, telle que le christianisme l'introduit dans l'histoire, comme l'établit notamment la remarque du § 124 : « Le droit de la particularité du sujet à se trouver satisfait ou, ce qui est la même chose, le droit de la liberté subjective constitue le point d'inflexion et le point central de la différence entre l'Antiquité et l'époque moderne. Dans son infinité, ce droit a été énoncé dans le christianisme et il a été fait principe effectif universel d'une nouvelle forme du monde ». Ces copies ont su alors marquer tout ce qui sépare l'État moderne de la cité antique qui ne reconnaît pas ce principe de la personnalité infinie au-dedans de soi, subsistante par soi de l'individu singulier : quelle que soit la nostalgie que l'on peut avoir du modèle grec, l'irruption de ce principe est ce qui interdit de pouvoir et de vouloir reconstituer la belle totalité immédiate de la Cité antique dans le monde moderne. Si une réconciliation doit être effective entre l'universel et le particulier, elle ne pourra être obtenue en revenant sur la reconnaissance du droit infini de l'individualité libre, mais devra l'inclure en elle comme un moment essentiel : cette idée se retrouve au cœur de notre texte. Certains devoirs ont même su profiter de ce moment pour articuler au texte une percée synthétique mais suggestive vers la philosophie de l'histoire de Hegel, en se référant aux ultimes paragraphes de l'ouvrage (§ 341 à 360) et à la scansion de l'histoire du monde qui y est présentée, en règnes successifs correspondant à l'élargissement et l'approfondissement des droits de la subjectivité. Cela a été souvent fait avec finesse et dextérité, toujours de façon synthétique et en relation avec les formulations du texte, sans tomber dans le travers d'un développement indépendant et hors sujet, ce qui pouvait être le risque.

« L'État est l'effectivité de la liberté concrète » : dans sa force et sa simplicité, cette première phrase du texte est sans conteste une de celles qui a le plus posé de problèmes aux candidats, dont l'embarras se mesurait à la façon dont ils cherchaient à l'escamoter, pour la traiter seulement comme un point de départ très général n'ayant pas en lui-même besoin d'être commenté, puisqu'aussi bien les lignes suivantes du texte se présentaient comme une explicitation de ce en quoi consiste cette liberté concrète. Beaucoup de candidats et candidates se contentaient de la répéter ou de la paraphraser pour se déporter presque immédiatement vers la phrase suivante. Elle appelait pourtant bien autre chose. Elle permettait de rattacher notre texte au mouvement entier de l'ouvrage en le présentant comme son point d'aboutissement. Cela impliquait d'entrer dans des développements un peu plus techniques, d'élucider ce que Hegel entend précisément par « effectivité » et en quoi ce dernier moment est bien celui auquel la liberté s'offre enfin comme effective et concrète. Cela pouvait amener à esquisser au moins des considérations fondamentales sur l'articulation des différents moments du rythme ternaire de la dialectique, où seul le troisième moment correspond à l'idée concrète et effective, les deux moments précédents.

Cela appelait en tout cas à expliciter pourquoi les moments précédents n'étaient que des figures abstraites de la liberté. Même si le candidat ou la candidate ne se sentait pas capable d'entrer dans ces considérations fondamentales et techniques, il ou elle pouvait au moins expliciter simplement la radicalité de ce qui s'énonçait alors : la liberté n'est effective et concrète qu'à être liberté *politique*, et l'homme n'est libre qu'à être membre de l'État et reconnu comme *citoyen*. Il est surprenant qu'un nombre finalement relativement réduit de copies ait réussi à articuler aussi directement et explicitement ce qui se jouait alors. Il y avait là matière à souligner les enjeux philosophiques fondamentaux de notre texte, ce qu'il faut toujours s'efforcer de faire, notamment ici par la réfutation de l'effectivité d'une liberté conçue comme *naturelle*, ou seulement subjective. La liberté ne peut être comprise comme une simple faculté de la subjectivité, close sur elle-même ; elle n'est pas seulement une propriété métaphysique du sujet humain isolé du monde. La liberté n'est pas seulement un potentiel, une faculté, un principe originaire à partir duquel il serait possible de commencer une série d'actions. Elle est inséparable d'un processus d'objectivation qui culmine dans l'institution de l'État. Et c'est pourquoi elle n'est pas ce qui est *limité* ou aliéné par l'institution de l'État, comme figure du droit, mais ce par quoi cette liberté trouve effectivité et concrétude. Le droit est bien l'être-là de la liberté, et au sein du droit, c'est bien l'État qui, seul, donne à cet être-là son effectivité. Ce qui implique en retour que l'État soit véritablement une institution de la liberté,

c'est-à-dire aussi que celle-ci y soit pleinement reconnue comme liberté individuelle, que l'individu n'y soit pas broyé, nié ou seulement contraint.

L'explicitation de cette liberté concrète incarnée dans l'État dans les lignes suivantes s'effectuait dans une phrase complexe, dont la stratification interne n'a pas toujours été bien rendue par les candidats et candidates. Il fallait à la fois reconnaître la nécessité du développement complet, jusqu'à l'extrême, du droit de la subjectivité à être satisfaite comme un préalable au moment étatique proprement dit, grâce aux moments précédents de l'éthicité, à savoir la famille et la société civile, explicitement cités, mais également le dépassement du seul intérêt particulier par sa reconduction à l'intérêt universel, conscient et voulu au niveau de l'État, qui ne l'annulait pas pour autant.

Plusieurs défauts ont pu alors être relevés. Beaucoup de copies n'ont d'abord pas pris la peine d'explicitier la contribution de chacun des moments de la famille et de la société civile au développement complet du droit de la subjectivité à être satisfaite, choisissant parfois même de ne pas les évoquer, alors même qu'ils étaient mentionnés. Certains candidats semblaient penser qu'il s'agissait là d'un simple préalable et d'un acquis pour la réflexion, qui ne constituait pas l'objet même de notre texte (le passage au moment de l'État proprement dit) et sur lequel nous n'avions pas à revenir. D'autres semblaient se reposer sur ce qui avait été plus ou moins rapidement explicité en introduction au moment de situer le texte dans l'œuvre, mais d'une façon forcément trop expéditive. Quoi qu'il en soit, il y avait là un manque criant pour le commentaire de ces deux paragraphes dont un des intérêts majeurs consistait à revenir en profondeur sur l'articulation des différents moments de l'éthicité.

Mais une fois rappelé combien le déploiement du moment de la société civile conduisait à la reconnaissance du droit de rechercher la satisfaction de son intérêt particulier, il fallait montrer en quoi le moment de l'État imposait le dépassement de cette seule perspective dans la recherche consciente et volontaire d'un intérêt universel, d'un intérêt pour l'universel, au service duquel les intérêts particuliers devaient se placer, sans qu'il n'annule pour autant la reconnaissance du droit de la subjectivité. Dans cette démarche, de nombreuses copies n'ont pas toujours réussi à démêler ce qui revenait à la société civile et ce qui revenait à l'État, et comment s'effectuait le passage ou le basculement de l'une à l'autre, certains semblant aller (dans des formulations souvent confuses et peu explicites) jusqu'à attribuer à l'État une universalité externe conçue comme convergence spontanée, ni voulue, ni consciente, des intérêts particuliers, qui est le propre de l'atomistique de la société civile.

La démarche de nombre de commentaires sur ces lignes était souvent trop peu analytique, leurs auteurs s'efforçant de tout dire à la fois sans distinguer les différents éléments contenus dans cette phrase complexe, ni repérer les articulations : la liberté concrète consiste 1°) en X (à savoir le développement complet du droit de la subjectivité), « tout comme » 2°) elle consiste aussi en Y, cet Y relevant lui-même d'une première perspective (« d'une part » le passage à l'intérêt de l'universel) puis d'une seconde perspective (« d'autre part », reconnaissance de cet intérêt universel par l'intérêt particulier, comme son esprit substantiel et sa fin ultime au service duquel il faut se mettre). Une saine démarche d'explication devrait d'ailleurs sans doute d'abord reconnaître prudemment la complexité de cette phrase, difficile à démêler, pour en proposer une patiente reconstitution, plutôt que de s'y engager à brides abattues et s'enliser très vite dans des difficultés non repérées, comme ce fut trop souvent le cas.

Il était essentiel de souligner ici la nécessité de dépasser les moments de la famille et de la société civile, dépassement auquel nous conduisent leurs contradictions internes, mais aussi la nécessité d'en passer par elles, et singulièrement par le moment de la société civile. Dans le système de normativités que met progressivement à jour le procès de la philosophie du droit, il y a bien une progression dans le sens d'une hiérarchisation et d'une intégration, qui n'en passe pas cependant par une dissolution pure et simple de la spécificité de chacune de ces étapes dans l'étape supérieure. L'État doit s'imposer à la société civile, le politique à l'économique et social, mais sans pour autant que la sphère de la société civile se voit fondue dans celle de l'État. Au contraire c'est l'État qui va

se tenir au fondement de l'effectuation, de la réalité de la famille comme de la société civile. Si la liberté ne trouve son effectivité que dans la figure du citoyen d'un État, si c'est dans l'État que le processus d'auto-réalisation de la liberté et de l'individu s'accomplit, elle ne s'accomplit comme telle que parce qu'elle s'articule aussi dans les autres moments subordonnés et unilatéraux. La société civile est bien une structure déterminante de la réalisation de l'idée de liberté, et c'est là un aspect certainement les plus intéressants et les plus originaux de la perspective hégélienne.

Les écrits de jeunesse se contentaient d'essayer de circonscrire, de limiter le domaine des activités économiques modernes. Mais la philosophie du droit a une perspective beaucoup plus positive sur cette sphère économique : elle laisse désormais l'analyse du système des besoins développer sa dynamique propre et l'intègre au processus de la *Sittlichkeit*. Elle n'est plus l'autre de la *Sittlichkeit*, mais un de ses moments constitutifs. Cette dynamique est essentielle pour que le principe subjectif trouve son effectuation dans des institutions concrètes, pour que l'individu soit reconnu comme tel. L'économie moderne, les activités de production et d'échange ne sont plus un danger qui menace la destination éthique de l'homme : elle exprime au contraire un moment essentiel de l'auto-différenciation du concept de l'esprit libre, moment essentiel de la modernité et de l'affirmation de la reconnaissance de la liberté subjective et de l'individualisme. Elles contribuent elles aussi à la pleine effectuation de la liberté de l'esprit, une étape sans laquelle celle-ci ne saurait advenir. Le libre déploiement du jeu des intérêts particuliers dans l'atomistique de la société civile est nécessaire à la réalisation achevée du concept de liberté, même s'il ne faut pas en même temps nier, bien au contraire, les maux qui l'accompagnent nécessairement, et qui ultimement appelleront son dépassement dans une figure supérieure. La reconnaissance de l'existence de la société civile, dans son autonomie par rapport à la réalité politique de l'État, est la condition de la reconnaissance de la particularité individuelle, du principe de la liberté subjective et de l'identité individuelle comme personne universelle.

Mais l'État ne saurait être confondu avec la société civile. Il faut s'élever contre ceux qui voudraient faire de l'État le simple garant de la propriété individuelle et de la liberté personnelle et qui serait orienté sur « l'intérêt des individus singuliers comme tels », posé comme fin dernière de la communauté elle-même. Il faut bien penser à ce niveau une mutation de la nature des intérêts, un dépassement de l'intérêt strictement individuel. Ce n'est pas quelque chose qui relève du bon plaisir que d'être membre de l'État. Pour Hegel, dans l'État, le rapport de l'individu à la communauté, au Tout, est tout autre que pour la société civile : l'individu n'a d'objectivité, de vérité et d'éthicité que s'il est membre de l'État. L'État n'est pas pour lui un instrument mais ce dont il tient son objectivité et son effectivité. Les fins de l'individu ne sont plus des fins particulières : « la réunion en tant que telle est elle-même le contenu et la fin véritables, et la destination des individus est de mener une vie universelle ». Le rapport universel / particulier n'est plus seulement extérieur comme il l'était dans le moment de la société civile. C'est l'universel que veulent désormais les individus. L'agir est désormais déterminé « par des lois et des principes pensés, c'est-à-dire universels ». Il y a bien au niveau de l'État une réconciliation du particulier et de l'universel, puisque le particulier veut l'universel, et l'universel n'existe que par cette volonté du particulier. Toute l'activité des individus particuliers et leur satisfaction particulière a pour point de départ et pour résultat cet élément substantiel. C'est pourquoi il y a identification de l'État à la rationalité, définie justement comme unité de compénétration de l'universalité et de la singularité. Ici, dans le cas de l'État comme esprit objectif réalisé, il y a unité de la réalité objective (volonté universellement substantielle) et de la liberté subjective (volonté cherchant à atteindre ses fins particulières). Curieusement, nombre de candidats et candidates ont eu du mal à rendre compte de la symétrie qui anime les lignes 6 à 9 (l'universel ne vaut que par l'intérêt, le savoir, le vouloir particuliers ; les individus ne peuvent vouloir le particulier sans vouloir en même temps « en et pour l'universel »), n'explicitant souvent que l'une des deux branches. Le plus souvent, ils s'attachaient davantage au vouloir de l'universel par le particulier qu'à la nécessité pour l'universel de s'effectuer par le particulier.

Le paragraphe 261 a également posé difficulté à certains candidats et candidates. En bout de course, à un moment où la gestion du temps devient souvent problématique et où la fatigue commence à avoir un effet sur la lucidité, il a été l'objet d'un commentaire beaucoup plus rapide, embarrassé et approximatif, s'exposant souvent davantage à la paraphrase. Il a été le point faible d'un nombre important de copies. Comme chaque année, nous recommandons de bien veiller à la gestion du temps pendant l'épreuve, pour ne pas être contraint de sacrifier la qualité et la profondeur du commentaire de la fin du texte, ce qui a toujours la désagréable conséquence de laisser son lecteur sur une note décevante, même si le jury est bien conscient que, dans les conditions du concours, tout cela est beaucoup plus facile à dire qu'à faire...

Dans la précipitation de cette fin de devoir, beaucoup de candidats et candidates n'ont pas clairement commenté la séquence des sphères évoquées au tout début du paragraphe : droit privé, bien être privé, famille, société. Les copies les plus proches de la paraphrase se sont contentées de la répéter, sans l'explicitier. D'autres l'ont commentée, mais en surinterprétant l'effet de symétrie autour de la virgule, comme si le droit privé était à rattacher à la sphère de la famille, et celle du bien-être privé à la société civile. Il fallait y lire une reprise de l'ensemble du parcours de la philosophie du droit et de l'esprit objectif, tel qu'il s'est déployé jusque-là : le droit abstrait (droit privé), la moralité (bien-être privé), puis, au sein de l'éthicité, les deux premiers moments de la famille et de la société civile. Le point décisif de ce paragraphe est justement de penser dans toute sa profondeur l'articulation de l'État, comme figure concrète accomplie, à l'ensemble des moments qui ont précédé son exposition et aux institutions qui leur correspondent. Le texte était plus difficile qu'il n'y paraît à une première lecture : bien des candidats et candidates, entraînés par le commentaire qu'ils venaient de faire du paragraphe précédent et par la mention de l'intérêt particulier des individus à l'avant-dernière ligne, ont pensé le rapport de subordination et de dépendance dont il est question ici comme rapport s'instituant entre l'État et les individus particuliers. Mais on ne comprenait pas alors pourquoi les différentes sphères du droit venaient d'être évoquées, ni ce que la perspective de ce § 261 rajoutait vraiment par rapport au paragraphe précédent. Dans l'expression « la puissance qui leur est supérieure », « leur » ne renvoie pas aux individus particuliers, mais bien aux sphères qui viennent d'être mentionnées. C'est ce rapport des sphères antécédentes à celle de l'État qui est pensé d'abord comme un rapport de nécessité extérieure, explicité comme rapport de subordination et de dépendance. Ces deux dimensions devaient être commentées de façon plus extensive que ne l'ont fait la plupart des candidats et candidates. Il s'agit d'abord d'un rapport de subordination, dans la mesure où l'intérêt pleinement universel de l'État s'impose aux intérêts à l'œuvre dans les sphères antécédentes, les lois et institutions proprement politiques s'imposant aux lois et institutions de ces sphères précédentes. C'est dire aussi que l'État ne peut être regardé comme un simple instrument au service d'une de ces sphères et de ses intérêts propres. Mais il faut penser aussi un rapport de dépendance : si l'État est bien le résultat du processus que déploie l'esprit objectif, il est aussi au fondement de chacune des étapes qui le précèdent et des institutions qui s'y dessinent. L'État, comme seul moment de la liberté concrète, est bien ce qui rend possible la famille et la société civile, qui sans lui ne resteraient que des moments abstraits, comme l'affirmait déjà la remarque § 256 : « dans l'effectivité, l'État est de manière générale plutôt le terme-premier, à l'intérieur duquel seulement la famille se déploie en société civile, et c'est l'idée de l'État qui se divise en ces deux moments ». Au terme du processus, on découvre que les premiers moments sont seulement idéels, et que seul l'État est le concret, le fondement premier qui sous-tend en fait l'effectuation des deux premiers moments de la *Sittlichkeit*.

On peut se reporter ici au texte très clair de l'additif au § 408 de l'*Encyclopédie* : « De ce cours suivi par notre considération, il ne résulte pas le moins du monde que nous voudrions faire de la *vie éthique* quelque chose qui, dans le temps serait *postérieur* au *droit* et à la *moralité*, - ou présenter la *famille* et la *société civile* comme quelque chose qui *précéderait* l'État dans la *réalité effective*. Au contraire, nous savons très bien que la *vie éthique* est l'*assise fondamentale* du *droit* et de la *moralité*, - et même, que la *famille* et la *société civile*, avec leurs différences bien ordonnées, présupposent déjà la présence de l'État. Pourtant dans le *développement philosophique* de l'<élément> éthique, nous ne pouvons pas

commencer par l'*État*, puisque dans celui-ci, celui-là se déploie en sa forme la plus concrète et que, par contre, le *commencement* est, de manière nécessaire, quelque chose d'*abstrait*. »

Mais il ne suffit pas de penser le rapport de l'État aux autres sphères du droit comme une nécessité *externe*. Cette articulation répond aussi à une nécessité immanente, où l'État se donne comme la finalité des moments précédents, animant le mouvement dialectique qui conduit de l'un à l'autre. Le déploiement même de chacune des sphères antécédentes et subalternes et des contradictions qui sont les leurs dans leur unilatéralité et leur abstraction appelle leur dépassement jusqu'à la figure ultime de l'État qui seule réalise la pleine conciliation de l'universel et du particulier à laquelle chacun des moments précédents aspirait sans pouvoir encore la réaliser. C'est ici seulement que nous retrouvons l'intérêt particulier des individus dans ce § 261.

Un nombre important de copies n'ont pas même mentionné l'importance de la réversibilité des droits et des obligations telle qu'elle apparaît dans la dernière ligne du texte, réversibilité dont le § 155 avait déjà montré qu'elle s'identifiait à la perspective même de l'éthicité : « Dans cette identité de la volonté universelle et de la volonté particulière, obligation et droit viennent de ce fait se confondre, et l'homme, grâce à l'élément éthique, a des droits dans la mesure où il a des obligations, et des obligations dans la mesure où il a des droits ».

Sur ce point on pourra se reporter également au § 486 de l'*Encyclopédie* et à la remarque qui l'accompagne : « Cela même qui est un droit est aussi un devoir, et ce qui est un devoir est aussi un droit. Car un être là n'est un droit que sur le fondement de la libre volonté substantielle : c'est le même contenu qui, en relation avec la volonté se différenciant comme subjective et singulière, est un devoir. C'est le même contenu que la conscience subjective reconnaît comme devoir et qu'elle amène en elle, à l'être-là. La finité de la volonté objective est, dans cette mesure, l'apparence de la différence des droits et des devoirs ».

Trop peu de copies ont d'ailleurs rappelé ce qui pourrait apparaître comme un paradoxe : le fait qu'un bon nombre des points établis à propos de l'État dans les deux paragraphes proposés à l'étude avaient été déjà présentés dans l'exposition du moment de l'éthicité compris dans sa généralité, notamment aux paragraphes 152 à 155. Rien qui ne doive pourtant étonner ici : il s'agit précisément de reconnaître que seul l'État effectue concrètement la perspective de l'éthicité, dont les deux premiers moments doivent être considérés dans leur abstraction et leur unilatéralité, de la même façon que seule l'éthicité effectue concrètement la perspective du droit et de l'esprit objectif. C'est pourquoi la réversibilité droit et obligation, qu'il faut reconnaître comme le propre de l'éthicité, ne s'accomplit véritablement et sans contradiction que dans l'ultime moment de cette dernière, à savoir l'État.

Le jury a été un peu déçu de ne pas voir davantage de candidats se saisir de ce thème de la réversibilité des droits et des obligations. Certains ont pu néanmoins en tirer qu'il constituait en même temps une réfutation de tout droit d'esclavage : nul ne peut être obligé d'obéir s'il ne se voit reconnu des droits. (Voir l'addition au § 155 : « l'esclave ne peut avoir d'obligations, seul l'homme libre en a. S'il y avait d'un côté tous les droits et de l'autre toutes les obligations, le tout se dissoudrait, car l'identité seule est l'assise que nous avons à maintenir fermement »). Il fallait alors reconnaître que cette réfutation n'était pas pour Hegel de nature morale et ne s'adossait pas non plus à la perspective d'une liberté *naturelle* qu'il ne cesse de contester. Il s'agit bien d'une réfutation proprement *politique*, depuis la seule perspective concrète qui est celle de la liberté *politique*, incarnée dans l'État (voir sur ce point l'importante remarque du § 57). Ajoutons cependant que l'exposé de la fameuse « dialectique du maître et de l'esclave », qui a pu être convoquée par certains candidats et candidates à divers moments du commentaire ne s'imposait pas pour ce texte, et a constitué souvent un moment de diversion et de hors-sujet : on peut parler de Hegel sans en passer forcément par ce passage obligé...

La correspondance droit/obligation impliquait également à nouveau l'idée que l'État moderne ne pouvait advenir qu'en reconnaissant les droits des individus, et ne pouvait leur imposer une relation de simple contrainte les maintenant dans une pure passivité. Que cette réversibilité soit

ici exprimée avec insistance dans le sens d'une nécessaire reconnaissance des droits du sujet pour rendre compte de la possibilité de l'obligation nous importait également, à une période où les usages idéologiques contemporains de cette corrélation droits/devoirs sont effectués le plus souvent à sens unique, dans une lourde insistance sur la seule dépendance de la reconnaissance des droits à l'égard de l'obéissance aux devoirs...

Pour terminer, le jury exprime sa volonté que l'ensemble des remarques négatives et observations critiques qui précèdent, destinées à rendre compte de notre échelle de notation et à fournir quelques points d'appui et recommandations à ceux et celles qui passeront ou repasseront à l'avenir cette épreuve, soient rapportées *in fine* à la satisfaction qui a été la nôtre de voir que cette cohorte d'étudiantes et d'étudiants, guidés par leurs enseignants ou enseignantes, avait investi leur énergie et leur intelligence dans la lecture et l'interprétation d'un ouvrage passionnant mais difficile, avec courage, patience et peut-être même (nous a-t-il semblé) plaisir. Au-delà de l'excellence déjà soulignée des meilleures copies, qui forcent l'admiration, au-delà du nombre important de bonnes copies, solides, argumentées et informées, c'est un résultat globalement satisfaisant que nous souhaitons mettre en valeur pour conclure.